

En Marche !

10 OCTOBRE 2016
DISCOURS D'EMMANUEL MACRON
LE MANS - LA FRANCE QUI CHOISIT

Merci d'être là. Bonjour... Bonjour.

Merci à vous.

Merci à vous. Merci d'être là.

Merci beaucoup.

Je suis très heureux d'être avec vous, merci aux élus qui sont venus des quatre coins de la France, merci cher Jean-Claude Boulard de nous accueillir dans cette belle ville du Mans, j'ai passé une après-midi formidable à tes côtés, merci cher Richard, merci à vous toutes et tous, et puis merci parce que, je reconnais des visages du Mans, mais j'en reconnais aussi de La Roche-sur-Yon, de Nantes, de Paris et d'ailleurs, et donc je voulais vraiment vous remercier d'être venus nombreux, ça fait chaud au cœur, dans cette salle, pour ce moment.

La semaine dernière, nous étions à Strasbourg, ensemble, et nous avons parlé de la vie engagée, après le diagnostic qui a été, et je veux encore les en remercier, présenté par plusieurs d'entre vous. Et au fond, de notre vie engagée, je retiens deux points : l'un cruel pour nombre d'entre nous, c'est qu'au fond, les Français disent « eux », en parlant des dirigeants politiques, et en particulier des dirigeants politiques nationaux. Pourquoi ? Parce qu'ils considèrent en quelque sorte qu'il n'est plus possible de dire « nous », que trop de politiques ne parlent plus en leur nom, ou parlent de trop loin, de trop haut, d'à côté. Ce qui est une défaite collective, pour nous, et je m'inclus dans ce camp. Ensuite, nos concitoyens estiment que leur vie est devenue le simple décor de la vie politique. Qu'au fond, il y a une comédie humaine, on y est tous plongés, je vous rassure, mais que la vie des gens, la vie du pays, en est devenue le décor. Et pas l'objet. Pas l'essentiel. Pas le cœur de l'action politique. Alors qu'elle devrait précisément en être le sel, l'objectif premier.

Voilà donc pourquoi nous sommes ce soir réunis, pour proposer justement une alternative qui ne soit pas la poursuite du présent, qui ne soit pas non plus le retour vers le passé, et voilà pourquoi nous avons lancé En Marche il y a maintenant un peu plus de six mois. Parce que je crois que nous partageons, au-delà des sensibilités politiques que nous pouvons avoir, cette volonté de remettre la vie des Français, nos vies, au cœur de l'engagement politique. Parce qu'il y a, et ça a été très bien dit à l'instant par Mathilde et Pierre, cette volonté d'engagement dans notre pays, cette volonté de bouger les choses, de les transformer. Voilà aussi pourquoi j'ai décidé pour ma part de quitter le gouvernement, pour me donner à plein à cette mission. Parce que, au fond, je ne veux pas participer d'un cynisme qui s'est installé, et dans lequel au fond, l'action politique doit être la préparation d'alternances successives où en connaissance de cause on essaie de présenter des propositions comme on dit, mais qui ne cherchent pas avant tout à entendre, à regarder le pays tel qu'il est. L'une de ces limites, que nous avons justement touchée du doigt, c'est l'approche même qui est communément retenue, le fait que l'on veuille ainsi se jeter dans des propositions qui cherchent leurs problèmes. Et au fond, nous le vivons collectivement toute la journée, en tout cas je le vis pour ma part, dès que je sors on me dit :

quelles sont vos propositions sur tel et tel sujets ? Sans être persuadé que ces propositions répondent à un problème et qu'elles sont la priorité, mais pour avoir la proposition qui répond à la proposition d'un autre. Est-ce que dans les propositions récemment dévoilées, dans les propositions nouvelles, les référendums sortis du chapeau, le samedi soir, on a le sentiment qu'on répond aux préoccupations profondes du pays ? Et je vais vous dire, c'est même impossible de prétendre faire de la sorte lorsqu'on ne prend pas le temps d'échanger, de comprendre, d'entendre, et d'essayer de revenir aux causes profondes, parfois de ses malaises, quelques autres fois de ce malheur, en tout cas de ce qui est ressenti comme des injustices, des incompréhensions par nos concitoyens. C'est comme ça qu'on peut construire l'action efficace. Parce que, je vais vous dire, nous souffrons d'un déficit des finances publiques, c'est vrai. Nous souffrons d'un déficit d'emplois, c'est incontestable. Nous souffrons d'un déficit de vision partagée, je crois que c'est clair pour tout le monde. Mais vous m'accorderez le fait que nous ne manquons pas de propositions politiques.

Il y en a tous les jours, même ceux qui en ont fait parfois 200 ou 300 ont besoin d'en inventer une 201^e, une 202^e pour pouvoir occuper l'actualité, à la fin des fins, plus personne ne sait qui a proposé quoi, nous sommes dans une cacophonie de propositions, mais nous en sommes très heureux ! Eh bien non !

Alors, je l'assume, ce jeu ne m'intéresse pas. Je ne vais pas ce soir mettre sur la table telle ou telle proposition, parce que ce que nous avons à construire, ce sont des solutions pour le pays, des solutions à des problèmes identifiés, compris, et dont on a essayé en quelque sorte de reconstituer ensemble la complexité. Parce qu'il ne s'agit pas à chaque fois de simplement répondre au problème, il s'agit de comprendre d'où ils viennent, de s'apercevoir que la réponse immédiate, la proposition la plus simple n'est pas forcément la plus efficace, celle qui justement, permettrait d'apporter une réponse concrète.

Et donc, ce que je veux que nous fassions ensemble, ce que nous avons construit ensemble sur la base de ce diagnostic, c'est véritablement de repartir de la vie de nos concitoyens, de leur expérience, pour pouvoir construire. Et repartir de la vie de chacune et chacun d'entre nous, c'est en quelque sorte cette hygiène démocratique à laquelle nous nous sommes livrés, que vous avez permise, et qui est absolument nécessaire.

Parce que, au fond, ce qui doit être le cœur de notre engagement commun, c'est la vie jour après jour, la vie quotidienne, celle qui devrait justement être la pierre angulaire de toute action publique.

Et qu'est-ce que nous avons retenu de la Grande Marche ? Vous l'avez tous les deux présenté à l'instant, ces trois sentiments qui expliquent pourquoi nous craignons que nos enfants vivent moins bien que nous, trois sentiments qui viennent d'être expliqués, qui sont d'abord ce sentiment d'insécurité, qui bride la liberté individuelle et collective. Ce sont d'abord les insécurités physiques : il y a bien sûr la menace terroriste, prégnante, qui nous a touchés avec une brutalité insigne depuis le début de l'année 2015. Et cette insécurité est là, elle a son ombre portée sur nous à chaque instant. Et elle a changé profondément nos vies, nos comportements, et j'y reviendrai.

Il y a aussi cette inégalité forte, et ça a été rappelé, en matière d'insécurité, celle qui fait qu'au fond, une insécurité toute particulière est concentrée sur les femmes. Les violences conjugales, les sifflets dans la rue, les insultes, le harcèlement, pour trop d'entre elles, prendre par exemple les transports en commun, traverser tel ou tel quartier le soir, est devenu presque impossible ou l'objet de traumatismes. Qui d'entre nous n'a pas entendu cela déjà une fois ? Combien de femmes ne l'ont pas rencontré dans leur vie quotidienne ? Cette insécurité physique, cette inégalité devant l'insécurité physique, elle est au cœur du constat fait dans le pays. Mais il y a de manière plus insidieuse et concrète aussi, pour trop d'entre nous, l'insécurité du quotidien, celle face à laquelle nous ne sommes pas égaux : je pense au vol, au racket, aux incivilités, aux pressions en tout genre, au service public saccagé. Elle dépend de l'endroit où l'on vit mais, je veux ici le redire avec force. Quand on parle de service public, on ne parle pas d'un mot, d'un concept vague, d'une notion ancienne, on parle de concitoyens, on parle de femmes et d'hommes engagés dans notre quotidien, pour aider à le changer, pour le faire, pour l'accompagner. C'est cela quand on parle des services publics, ce à quoi on fait référence. Et, oui, il y a une insécurité croissante aussi en la matière, parce que ce sont des agents à chaque fois qui prennent des risques en notre nom, qui accompagnent notre quotidien pour nous protéger. Et c'est pour cela que ce soir, tous ensemble, je veux le dire en notre nom à tous, je veux dire ici notre soutien, notre reconnaissance pour les policiers de Viry-Châtillon.

Vous pouvez...

Ces policiers qui ont été attaqués au cocktail Molotov le week-end dernier, je leur dis en notre nom à tous, je leur dit, parce que ce sont comme nombre de leurs collègues, policiers ou gendarmes, des femmes et des hommes courageux, dont deux d'entre eux ont été grièvement blessés. Merci pour votre engagement. Nous savons ce que nous vous devons.

Et nous sommes avec vous.

L'insécurité physique, sous toutes ses formes, c'est la plus terrible des insécurités, parce qu'elle abîme la liberté. Mais au-delà de celle-ci, le sentiment d'insécurité qui nous habite, c'est aussi celui d'une insécurité matérielle, parce que depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a pas augmenté, parce que 8 millions de nos concitoyens vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, et donc là encore, cette insécurité matérielle, c'est une atteinte à notre liberté. Comment demander à celles et ceux qui sont dans ces situations ou à la frontière, de tomber dans cette situation, de prendre des risques ? De dire : vous allez voir, c'est formidable, on vit dans un monde où tout change, vous avez plein d'opportunités. Je l'ai souvent dit, mais j'ai conscience que pour celles et ceux qui sont plongés dans ce quotidien, c'est une anxiété. Et donc lorsqu'on subit plutôt qu'on ne choisit, on est dans cette insécurité matérielle extraordinairement injuste. On a parfois le sentiment que les politiques reprochent aux Français d'avoir peur de l'avenir. Mais comment ne pas avoir peur précisément du lendemain lorsqu'on vit au jour le jour ? Lorsque sa propre existence peut déraiser en fonction de tel ou tel incident, de tel ou tel inattendu ? Donc oui, il y a une véritable inégalité s'est installée dans le pays, cette inégalité face aux insécurités nouvelles.

Le deuxième sentiment qui vient d'être présenté, c'est un sentiment d'inutilité, qui vide notre vie active de son sens. Et cette inutilité il faut l'entendre, parce qu'il y a là aussi de nouvelles formes d'injustice qui se sont installées. Une injustice entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, c'est la première, la plus criante, celle qui mine notre pays. L'injustice entre celui qui sort du système scolaire à 16 ans, et celui qui sort d'une grande école à 25, avec le

déterminisme que vous avez très bien rappelé tout à l'heure. Car aujourd'hui, quand on a moins de diplôme, on a plus de chance de tomber au chômage, et lorsqu'on est au chômage, on est non seulement dans la difficulté matérielle, mais profondément en marge, exclu de la société. L'injustice, elle est ensuite entre celles et ceux qui choisissent leurs emplois et ceux qui vont le subir. Et on en parle trop peu souvent. On parle du développement du temps partiel, et le temps partiel, il est formidable quand c'est un cadre d'entreprise qui peut choisir de ne pas travailler un jour de la semaine pour s'occuper de sa famille, mais il est insoutenable quand c'est le temps partiel d'une femme ou d'un homme dans un emploi de services, qui se trouve caissière dans une grande surface et qui, avec le temps fractionné, ne peut même pas en profiter pour ses proches, lorsqu'il est subi. Et ce sentiment d'inutilité, il dépend aussi de l'épaisseur de nos vies, il dépend des situations. Il n'est pas univoque, ce n'est pas qu'un chiffre, qu'on décline mois après mois, il est plus complexe à saisir, mais parfois tout aussi cruel. Et puis l'injustice, elle est entre ceux dont le travail n'est jamais reconnu et ceux qui voient du sens dans ce qu'ils font. Il y a de plus en plus de femmes et d'hommes dans notre pays, dans nos économies qui ont le sentiment de faire des tâches devenues inutiles, dont ils ne comprennent pas la finalité. Et ça aussi, il faut l'entendre. Là où, lorsqu'on est dans des fonctions de direction, ou dans des emplois plus concrets, qu'on soit artisans, commerçant ou cadre dirigeant, on saisit davantage le sens profond, l'utilité directe de son travail. Et le troisième sentiment, c'est celui d'empêchement. Il a aussi été rappelé et vous l'avez vu à l'instant. Parce que ce sentiment d'empêchement, il ampute tout espoir de mobilité sociale. Et il vient se rajouter à ce déterminisme que j'évoquais à l'instant, parce qu'il n'y a au fond pas un plafond de verre, mais un plafond de verre à chaque étape de la vie, selon la famille dont on est issu, selon l'endroit où on est né, les choses sont déjà largement jouées. A la sortie du primaire, puis à la sortie du lycée, j'y reviendrai, elles le sont parfois quasi-définitivement. Et dans le monde professionnel, les mêmes injustices se renouent, se retissent. Le système protège les plus grands alors que les petits commerçants, les petits artisans, les petits agriculteurs, se battent bien souvent tous les jours pour produire. Donc vous avez d'autres injustices, d'autres formes d'empêchement qui s'installent dans la vie quotidienne. La nouvelle injustice, c'est donc celle qui existe entre ceux pour qui tout est possible, tout au long de leur vie bien souvent, et de l'autre côté celles et ceux pour qui tout semble joué d'avance, pour qui chaque étape de la vie est une nouvelle haie qui peut les bloquer définitivement, pour qui arriver à une vie normale est déjà une forme d'exploit. C'est ça l'injustice très profonde, c'est en quelque sorte cette inégalité de destins dans laquelle nous sommes profondément plongés.

Et donc ces nouvelles injustices minent aujourd'hui notre pays. Elles frappent cette France qui subit, dont nous parlons, celle que nous avons entendue. Alors, l'enjeu, c'est de passer de ce diagnostic aux causes profondes qui l'expliquent. C'est d'essayer de comprendre collectivement d'où cela vient. Parce que quand on a identifié le mal, quand on a nommé le problème, il faut en remonter à la cause profonde pour justement pouvoir agir efficacement. Et au fond, la cause profonde, c'est que le modèle français dont on se glorifie bien souvent, qu'on consacre la main sur le cœur en disant qu'il est indépassable, le modèle français, il est en retard sur les Français. C'est ça le cœur de notre problème.

Parce que notre modèle, il a été conçu dans une société qui sortait de la guerre, qui était une société en plein baby-boom, dont le destin collectif était la reconstruction du pays, le redémarrage de l'économie, et il a été conçu de manière uniforme. La même chose pour tout le monde. Et c'est normal, puisque le pays était plongé dans ce destin collectif. Pour permettre

à des millions de gens d'accéder à la sécurité, au travail, à l'éducation, à la santé, au logement. Et ce modèle a produit des résultats, durant les Trente glorieuses, il a construit un financement qui tenait aussi longtemps que la croissance, il a accompagné le progrès collectif qui a été le nôtre durant cette période, il est même devenu le véritable patrimoine des classes moyennes et des classes laborieuses, durant toute cette période. Mais il est aujourd'hui épuisé, il ne fonctionne plus. Il sert au fond aux plus aisés, aux plus protégés, à celles et ceux qui ont réussi à rentrer dans ce que ce modèle a prévu, mais il en exclut beaucoup d'autres, et de plus en plus. Parce que, d'abord, la croissance n'est plus au rendez-vous, et il a commencé à s'essouffler dès la fin des Trente glorieuses, parce que le financement sur lequel ce modèle même était assis ne permettait plus de le faire vivre, et parce que notre société, progressivement, a changé, parce que nous avons changé.

Notre société, au fond, depuis des années, elle ne garantit plus un égal accès à la sécurité, à l'éducation, à la santé, au logement, au travail. Nous pouvons continuer de dire, comme je l'entends souvent, que nous sommes le pays de l'égalité, nous avons cette passion de l'égalité, et il faut s'en féliciter et la défendre, mais nous nous mentons en même temps à nous-mêmes, parce que sommes-nous pour autant justes ? La réalité est-elle une réalité d'égalité ? Non. Parce que, en traitant chacun de manière uniforme, comme nous le faisons, nous n'assurons plus dans les faits un égal accès aux services publics et aux opportunités, bien au contraire. Tant qu'il y aura une seule réponse pour tous, il y aura des plafonds de verre pour chacun, et c'est cela la réalité de notre pays.

Aussi longtemps qu'il y aura de l'uniformité, il y aura de l'inégalité.
Parce que nos situations sont profondément différentes.

Tant que nous n'aurons pas vraiment transformé notre modèle, nous ne parviendrons pas à faire mieux en dépensant moins. Ce qui doit être notre objectif. Parce que c'est bien cela aussi notre ambition, de faire réussir le pays, mais de ne pas le faire réussir en promettant tout et n'importe quoi, pour oublier qu'en même temps, nous sommes inscrits dans une Europe, et ça a été rappelé tout à l'heure, dans laquelle nous devons construire la confiance, et donc là aussi notre propre responsabilité !

Or, depuis des décennies, nous voyons, parce que, oui, beaucoup de choses qui sont dites dans le constat qui vous a été présenté, beaucoup de choses qui ont été montrées, nous les savons, nous en avons parfois l'expérience au quotidien, mais en ne voulant traiter que le symptôme et pas sa cause, quelle est la réponse à chaque fois faite ? De la dépense publique, de la correction a posteriori, et donc, à chaque fois nous promettons des commandes publiques pour régler le problème des uns, des nouveaux droits à crédit, que paieront les plus jeunes, ou que nous ne paierons pas, peu nous importe... Le logement ne marche pas ? On va vous donner un droit au logement, nous l'avons fait il y a quinze ans. Mais est-ce que le problème a été réglé ? Pas une seule seconde. L'emploi est menacé, la commande publique sera au rendez-vous, ce sont encore des dépenses... C'est cela notre système !

Donc à un moment donné, il faut le regarder en face dans sa complexité, ne pas se précipiter sur des propositions rapides ou de l'instant, mais en regarder les causes profondes, en cohérence, en disant : comment, nous, grand pays d'Europe, qui a vocation à la faire redémarrer, qui veut la porter haut et fort, en responsabilité, nous pouvons faire vivre mieux nos

concitoyens? Eh bien je vous le dis de manière simple : en s'assurant que le système français marche aussi vite que les Français eux-mêmes !

Alors, parlons d'abord de notre sécurité. Nos dispositifs de sécurité ont été construits pour agir contre le banditisme. Pas contre le terrorisme. Nous le savons. Or, la sécurité aujourd'hui, elle se joue sur le terrain, parce qu'elle nécessite justement de tisser des liens avec la population, de comprendre ce qui se joue, parfois derrière ce qui est simplement perceptible du premier coup d'oeil, parce qu'elle impose une présence continue des forces de l'ordre, parce que dans la lutte contre le terrorisme et contre l'insécurité, la proximité est un élément essentiel, qu'elle est bien souvent l'un des moyens les plus pertinents pour collecter des informations, repérer et suivre les individus parfois les plus dangereux, qui ne sont pas toujours celles et ceux qui se manifestent de la manière la plus ostentatoire sur la voie publique. Nous avons besoin là aussi de repenser en profondeur notre système de sécurité et son organisation. Parlons du travail. Notre organisation a été pensée il y a un demi-siècle pour des Français qui passaient toute leur vie, ou quasiment, dans la même entreprise, dans le même secteur. Et nous avons vu d'ailleurs l'incapacité de notre propre système à penser ce changement, avec la fin des Trente Glorieuses et le chômage de masse qui s'est installé dans le pays. Que s'est-il passé depuis ? Notre marché du travail est devenu encore plus injuste. Il oppose ceux qui sont dans un emploi stable et ceux qui sont enfermés dans la précarité à vie, le CDD, l'intérim. Il oppose ceux qui arrivent à rentrer dans ce système avec ses protections, et celles et ceux qui sont en quelque sorte condamnés à sa périphérie. Cette situation, nous ne parvenons pas à y répondre depuis des années. Cela a été rappelé. Depuis des années, le chômage des jeunes dans notre pays, depuis trente ans, dépasse les 15%. Depuis trente ans, depuis que ma génération est à la conscience politique, on entend parler de crise, mais bon sang, est-ce que c'est telle ou telle proposition qui va nous sortir de là ? C'est bien que le système même, le modèle productif et social dans lequel nous nous sommes installés, n'est plus efficace, n'opère plus. Ce n'est pas une proposition magique qui nous fera sortir de là, c'est parce que ce système a été pensé pour une autre économie, pour une autre société, parce qu'il a construit une société de statut profondément injuste, et qu'il ne permet plus la mobilité en particulier pour les plus fragiles.

Cette inégalité, elle est encore plus forte aujourd'hui parce que tout s'accélère, parce que, à l'ère du numérique, en quelque sorte, nous sommes en train de sortir de l'âge classique du travail. Parce que l'unité de lieu, de temps et d'action, c'est terminé. Nous l'avons vu avec des espaces de co-working, avec des entreprises créées il y a quelques années à peine, avec cette discussion que nous avons eue ensemble sur l'organisation du temps de vie personnel, familial et professionnel, avec votre belle association. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que nos vies aujourd'hui se recomposent aussi, que le travail doit être pensé différemment à cause du numérique, qui n'est pas simplement un secteur, qui est un bouleversement en profondeur, qui est en train de changer des secteurs entiers d'activité, qui va conduire des centaines de milliers, des millions de nos concitoyens à repenser leur vie professionnelle, qui devront se requalifier pour aller justement d'un secteur à l'autre, qui travailleront différemment dans leur quotidien. Je suis au regret de vous le dire, la bonne proposition pour répondre à ce modèle, ce n'est pas de savoir s'il faut travailler 35h ou 39h, s'il faut X trimestres de cotisations. Parce que, qu'on le veuille ou non, le monde dans lequel nous sommes entrés est de toute façon en train de changer. Alors, vous pouvez considérer qu'on doit saturer l'espace politique avec les débats d'il y a vingt ans, parce que ces débats ont à peu près vingt ans. Moi je veux simplement vous dire : le problème, il n'est déjà plus là.

L'éducation. Notre système a été conçu pour classer, pour trier, et assez peu pour émanciper et innover. Il faut le reconnaître. Le système français a réussi sur le plan éducatif, il a réussi en étant un système de masse qui a amené des classes d'âges entières à l'éducation primaire puis à l'éducation secondaire. Mais aujourd'hui, le défi qui est le sien, c'est de considérer les individus, de les former à cette économie de la connaissance et de l'innovation. Et là-dessus, il est à bout de souffle, il ne sait pas lutter contre l'échec. Et c'est d'ailleurs pour ça qu'il fonctionne de manière insatisfaisante pour presque tout le monde, pour les élèves qui sont encore trop nombreux à en sortir ou à y souffrir. Pour les professeurs qui, là aussi, sont bien souvent considérés comme déclassés, dont la place n'est plus pleinement reconnue, à qui on ne laisse pas pleinement justement la possibilité de faire, et j'y reviendrai. Le système n'est pas fait pour déceler le véritable potentiel des élèves, ni accompagner les jeunes qui ont les plus grandes difficultés. Son but ultime ne peut plus être de simplement accompagner toute une classe d'âge relativement homogène parce qu'elle était homogène sur le plan social, à l'éducation, ce n'est plus d'amener au baccalauréat puis de former une excellence républicaine, c'est de savoir traiter la grande difficulté, de corriger des inégalités de destins qui se construisent dès les premières années et nous sommes en échec sur ce point. C'est de rendre nos enfants libres dans le monde de demain, c'est de leur permettre d'acquérir un socle de savoirs, d'apprendre des savoirs, puis de s'émanciper et d'être heureux, et d'avoir peut-être l'idée qui changera notre futur.

La santé. Notre système de santé a été conçu, là aussi, pour guérir, de la même façon, et il a produit des résultats formidables, avec un système hospitalier fort construit par les lois Debré, avec un système de protection sociale absolument remarquable, construit sur un consensus unique au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, et avec des droits progressivement accumulés qui l'ont rendu profondément juste. Mais il a été construit pour nous permettre d'accéder aux soins, et pas tant que cela à la santé. Et ce distingo est important, parce que la réalité, c'est que nous avons l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, les meilleurs chercheurs, les meilleurs hôpitaux, les meilleurs professionnels de santé. Mais nous sommes mauvais pour prévenir la maladie, pour l'empêcher de survenir. Et la santé, c'est un tout, ce n'est pas que le soin. Et quand on parle de la santé, on parle de l'éducation, de la prévention, de la pollution, de l'environnement, de l'espace dans lequel on vit, de l'alimentation, des circuits courts, c'est tout cet ensemble qu'il faut considérer quand on traite de la santé. Et en ne regardant qu'une partie du spectre, notre système de soins, en le mettant sous une extrême tension budgétaire, j'y reviendrai là aussi, nous avons eu des résultats formidables sur ce point, mais quand je regarde les chiffres en termes de santé publique, nous sommes moins bons que nombre de nos voisins européens, et il n'y a pas de fatalité à cela.

Le logement. Là encore, notre système a été conçu pour les familles d'hier, et beaucoup moins pour les Français d'aujourd'hui. Pour une société sédentaire, avec des équilibres territoriaux, des familles, avec deux parents et des enfants. Or, désormais, les Français ne vivent plus de la même façon. Ils doivent déménager beaucoup plus souvent qu'avant, parce que les vies sont différentes, les vies professionnelles, les vies familiales, parce qu'ils changent d'emploi plus souvent, les Français divorcent beaucoup plus qu'au moment où notre système a été conçu, et le résultat c'est que les besoins de logements explosent. Les maires le savent bien, qui ont à gérer sur le terrain, ces besoins où on a, que ce soit le logement social, ou l'accession libre, il faut construire non plus un logement avec deux chambres, mais deux logements où il faudra quand même deux chambres, car les gardes sont partagées. C'est ça la réalité de nos

concitoyens. Et en même temps, nous avons une flambée dans les centre-villes, dans les métropoles, parce que ce monde numérique que j'évoquais renforce encore les déséquilibres territoriaux et renforce l'accumulation d'une partie de notre population dans certains centres. Alors, ce défi, c'est un défi unique, c'est une nouvelle ère de construction massive vers laquelle nous devons aller pour y faire face. Et c'est maintenant que nous choisissons de multiplier les normes, rendant impossible ou presque la prouesse des Trente Glorieuses, qui avait permis à de nombreux Français de sortir de la misère immobilière et de goûter au confort moderne. On a su y arriver il y a cinquante ans, on a su il y a cinquante ans construire une politique de logement pour accompagner cette société française, pourquoi aujourd'hui, alors que les besoins ne sont pas les mêmes, que les défis sont nouveaux, on devrait rester empêtrés dans ce système qui ne marche pas, débattre de telle ou telle réforme fiscale ou de telle ou telle mesure de logement, et ne pas essayer de reconcevoir un système de logement plus ambitieux à l'image de cette société ?

Voilà le système dans lequel nous vivons. C'est un système de l'uniformité, de l'indifférenciation, de la massification, parce qu'il a été pensé pour cela. Et donc il est devenu aujourd'hui un système de la déception, qui produit de l'injustice, malgré les normes, malgré les protections, malgré les dépenses publiques. Et si c'est cela notre système, comme disent certains, et comme ils le revendiquent, alors, oui, je suis contre le système.

Parce que, au fond, si notre organisation collective n'a pas changé, nous avons changé. Nous voulons toujours que l'Etat garantisse notre sécurité, notre logement, notre éducation, notre santé, et bien sûr notre aspiration à l'égalité est intacte, et elle est nécessaire, mais nous avons des aspirations nouvelles qu'il faut entendre, des aspirations à l'autonomie, à la mobilité, à l'émancipation. Nous voulons choisir nos vies, et pas répéter celles de nos parents, avoir une vie à soi, une vie libre, et cette France qui subit, ce qu'elle veut, c'est pouvoir choisir sa vie.

Nous voulons au fond maîtriser notre destin, maîtriser notre destin individuel et collectif. L'injustice que nous dénonçons aujourd'hui, ce n'est pas celle qui consiste à envier ceux qui ont plus, ceux qui réussissent mieux, ceux qui vont plus vite, il y en aura toujours. C'est celle qui consiste à dénoncer le fait que certains ont au fond le choix et d'autres non. C'est ça l'injustice qui est devenue insupportable, que l'effort ne paie pas, que le mérite ne paie plus, qu'il n'y a plus de rapport entre ce que l'on donne au système et ce que l'on en obtient, que l'on peut avoir des capacités et être en échec, à l'école puis dans la vie professionnelle. Que l'on peut travailler de manière acharnée, sans pour autant progresser. Que l'on peut se dévouer à l'extrême sans être reconnu. Que notre vie trop souvent est décidée avant même qu'on ne la décide nous-mêmes. Qu'elle est jouée une bonne fois pour toute, pour certains, avant même qu'on en connaisse les règles, et qu'au fond, ces règles ne dépendent pas de ce que l'on fait, mais de ce que l'on est, et de l'endroit d'où l'on vient. C'est cela qui est insupportable ! C'est cela contre quoi on doit se battre.

Il est injuste que le choix soit réservé à quelques privilégiés, et que tous les autres se contentent de l'immobilité, qu'on leur envoie au visage aux solutions uniformes, une réponse unique. Il faut remettre notre société en mouvement, c'est cela dont elle a besoin, c'est cela qu'elle veut, c'est cela à quoi elle aspire. Et c'est cela que la politique doit aux Français. Non pas promettre un modèle unique, mais donner à chacun les moyens de choisir sa vie, comme il l'entend. Et c'est pour réussir, justement, à changer la vie des Français, à leur donner ces

opportunités nouvelles, que nous devons changer de méthode, ensemble. Parce qu'il n'est plus possible d'avancer en faisant des petits arrangements, des compromis de synthèse, on le voit bien, l'enjeu est trop immense et vous le percevez dans votre quotidien. Parce qu'il n'est plus possible que notre système ne profite qu'à quelques-uns, parce qu'il est grand temps d'adapter nos politiques pour améliorer la vie des Français, la vie de nos concitoyens, plutôt que de les contraindre chaque jour dans leur vie pour nos propres politiques publiques. C'est ce qui se passe bien trop souvent.

Alors, au fond, ce que je voudrais montrer ce soir, ce que je voudrais partager comme conviction avec vous, c'est que nous avons le choix, mais qu'il ne faut pas se tromper de question. La question n'est pas de savoir si nous préférons telle ou telle mesure, la question, c'est de savoir si nous sommes prêts, sur quelques priorités choisies, à construire une refondation en profondeur de notre modèle. A en reconstruire les grands équilibres. A le dire clairement, à le dire fortement, et à le faire dans le temps, parce que cela prendra du temps, parce que ce n'est pas une petite mesure, parce que ce n'est pas un petit compromis, parce que précisément, maintenant, sur ces sujets qui font la vie de nos concitoyens, nous devons changer de logique, nous devons cesser de penser que simplement quelques lois changeront tout, et régleront tout. Nous devons cesser de croire que plus de normes, c'est moins d'inégalités. Ce n'est pas vrai, et c'est même bien souvent l'inverse.

Nous devons cesser de penser que pour faire mieux, nous devons inmanquablement dépenser plus, là aussi, c'est bien souvent l'inverse.

Nous devons cesser de penser que nous pourrions toujours régenter de Paris, parce que là aussi, c'est bien souvent le contraire.

Parce qu'il y a dans les territoires celles et ceux qui savent, qui ont cette expérience partagée, qui connaissent les solutions, qui peuvent héberger, qui ne demandent que cela, qui connaissent la réalité des problèmes de transport, des problèmes de logement, l'épaisseur de la vie humaine qui n'est plus la même dans tous les endroits du territoire. Et oui, le sujet du logement, on ne le règlera pas de la même façon à Gap et à Poissy, le sujet des transports, on ne le règlera pas de la même façon à Paris et à Aurillac, c'est une réalité, et donc nous devons l'accompagner.

Nous devons cesser de traiter le citoyen en administré, et le considérer comme un acteur à part entière, parce qu'il a sa part de responsabilité.

Et vous devez cesser de penser que vous ne pouvez rien faire, en vous retournant trop souvent d'ailleurs vers les politiques, en disant : qu'est-ce que vous me proposez pour cela ? Parce que cette transformation, nous ne la ferons qu'ensemble, en redonnant aussi la possibilité à celles et ceux qui veulent changer le pays de le faire, de prendre leur part, de porter leurs responsabilités et de transformer le pays avec nous.

Parce que, au fond, et je veux vous le dire ce soir, ensemble, nous pouvons, nous devons changer notre quotidien de manière concrète en prenant chacune et chacun notre part de responsabilité. Et le faire autour de cinq priorités.

En premier lieu, la sécurité. C'est la première des libertés, je vous le disais tout à l'heure. Et en deux ans à peine, notre vie a profondément changé. Le terrorisme a tué plus de 230 personnes en 18 mois, chez nous. Nous avons tous été touchés par ces drames. Mais à la peine, à la

douleur, s'est substituée aujourd'hui l'angoisse, la peur pour nos enfants, la crainte là aussi de prendre les transports en commun, parfois, de retrouver une vie normale. Notre vie quotidienne tout entière s'en est trouvée bouleversée, et nous savons toutes et tous qu'il ne s'agit pas d'événements isolés. Nous savons que d'autres attentats peuvent survenir, qu'il faudra des années, peut-être une décennie pour venir à bout de ce fléau. Ma conviction profonde, c'est que nous devons sans attendre transformer notre approche collective de la sécurité. Il n'est plus possible de se contenter d'affirmer devant nos concitoyens que le pays est en guerre, d'assurer que cette guerre va durer, et qu'il y aura d'autres drames, sans que rien ne change vraiment dans notre manière collective de nous protéger.

Alors je vous le dis en toute franchise ce soir, la réponse, ce n'est pas, là non plus, de faire la course à la proposition pour savoir comment avoir une législation encore plus répressive. La réponse n'est pas de savoir comment on va expliquer à nos concitoyens qu'ils devraient choisir entre une vraie sécurité et l'État de droit. Non !

La réponse, elle est dans notre capacité collective à traiter de manière efficace et concrète les enjeux de sécurité là où ils se trouvent vraiment. C'est-à-dire sur le terrain. Parce que ce que nous devons réussir à faire, collectivement, c'est de passer sans attendre de l'état d'urgence à une société de vigilance.

D'abord sur le plan du droit, nous devons la vérité aux Français, l'arsenal législatif applicable au terrorisme ne nécessite pas d'être profondément changé. Il a été adapté, il y a encore des éléments techniques, face aux transformations technologiques, mais ce qui devait être fait a été fait.

Entendons-nous bien, je ne suis pas en train de vous dire que l'état d'urgence n'était pas nécessaire au lendemain des attentats, il l'était, pour procéder en particulier à toutes les opérations qu'il permet de faire au quotidien. Je ne prétends pas non plus qu'il ne doive plus jamais être mis en oeuvre, parce que nous savons l'intensité de la menace. Mais sa prolongation sans fin, chacun le sait, chacun doit aussi le mesurer, pose des questions, et des questions légitimes.

Nous ne pouvons pas vivre en permanence dans un état d'exception. Il permet de procéder à des opérations concrètes, à des perquisitions qui ne le seraient pas dans d'autres cadres, il est donc nécessaire, mais notre capacité, c'est au quotidien de construire justement notre propre défense, notre propre vigilance, notre propre sécurité nationale dans le cadre du droit commun.

Et il faut donc là-dessus, on le voit bien, penser, accompagner ce retour au droit commun tel qu'il a été renforcé par le législateur, et agir une fois encore avec les bons instruments. A cet égard, j'entends que certains veulent, voudraient enfermer toutes celles et ceux qui seraient fichés S afin de les mettre hors d'état de nuire. Les mêmes nous expliquent, comme pour nous rassurer, que seuls les plus dangereux seraient incarcérés. Sauf que personne ne m'a expliqué pour ma part comment on allait identifier la dangerosité d'untel ou d'untel. Personne ne rappelle non plus que même nos services de renseignement, qu'on ne saurait taxer de laxisme, ou d'amateurisme, déconseillent de prendre de telles mesures, par souci d'efficacité. Ce n'est

pas, je veux vous le dire ce soir, ce n'est pas en faisant des propositions dangereuses que nous parviendrons à diminuer le danger.

Parce qu'aller proposer d'incarcérer celles et ceux qui sont fichés S, c'est vider de son efficacité notre système de renseignement, qui doit avant tout les suivre et remonter les filières, c'est passer d'un état de droit et d'un état d'urgence dans l'état de droit à un état de police, et donc un état d'arbitraire.

C'est donc à la fois inefficace et non démocratique.

Parce que la lutte contre le terrorisme, elle est d'abord et avant tout une bataille du renseignement. Ce n'est justement ni l'état de police, ni la société du soupçon dans laquelle certains voudraient aussi nous plonger.

Le sujet, ce n'est pas d'armer nos policiers avec des lance-roquettes, ce n'est pas la suppression du droit du sol, ce n'est pas non plus l'expulsion des étrangers, avec une volonté de confondre d'un seul coup tous les sujets. Ce n'est pas non plus l'élargissement de la déchéance de nationalité, ce n'est pas le même sujet. Parce qu'aucune de ces propositions ne sont des solutions de manière concrète.

Et parce que la solution, elle ne passe jamais par la trahison de nos valeurs.

Parce que c'est cela qu'attaquent les terroristes, parce que c'est cela la bataille morale, civilisationnelle dans laquelle nous sommes plongés, ce n'est pas simplement une bataille en termes de sécurité, c'est notre capacité collective à nous tenir debout, à faire un, à être à la hauteur de nos valeurs et de notre histoire, à ne pas céder à la panique, à ne pas céder à la pression.

Parce que l'autorité, elle ne se mesure pas à la réaction aux incidents. L'autorité, elle ne se mesure pas au jour le jour, à l'invention de telle ou telle proposition nouvelle. L'autorité réelle, elle ne se mesure pas à la capacité à revenir sur ce qu'on a dit la veille ou à vouloir improviser une nouvelle société, un nouveau droit. L'autorité, elle se mesure à la capacité de construire dans la durée ce qui nous tient, ce qui nous fait, ce pourquoi nous sommes là ensemble ce soir, et qui fait ce pays !

La bataille contre le terrorisme, ce sera une bataille de longue haleine. Elle nécessite un travail policier minutieux, discret, qui permet d'identifier des personnes, de remonter des filières, de repérer des réseaux. Et je veux ici rendre hommage non seulement à nos services de police, de gendarmerie, mais aussi à nos services de renseignement et à l'action du gouvernement, et en particulier du ministre de l'Intérieur qui, avec calme, détermination, poursuit ce travail. Et au ministre de la Défense, parce que notre armée participe à ce travail. Et parce que l'un et l'autre, sous l'autorité du Premier ministre et du président de la République, avec calme, conduisent justement au quotidien cette bataille.

S'agissant du travail des forces de sécurité elles-mêmes, disons les choses, des erreurs ont été commises, il y a de nombreuses années. Elles n'ont pas toujours été réparées. Sur l'organisation des forces de police, d'abord, nous subissons aujourd'hui les conséquences de la quasi-

suppression des moyens de renseignement territorial. Et donc oui, nos sociétés se sont profondément transformées, et c'est vrai que la menace s'est profondément transformée depuis 2012. Mais enfin, gouverner, c'est prévoir, aussi. Nous voyons bien que les choses étaient en train de se transformer. Fallait-il pour autant réformer, comme cela a été fait, les services de renseignement, supprimer sur le terrain celles et ceux qui étaient aussi notre capacité à être aux avant-postes de l'intelligence collective ? Parce que les choix qui ont été faits dans cette période, il y a maintenant plusieurs années, ont eu des effets délétères. Une partie importante de l'efficacité opérationnelle contre les réseaux terroristes, qui reposait sur la capacité à récupérer des renseignements au niveau de la ville, voire du quartier, ont été détricotés. Et donc oui, du temps a été perdu, oui, des mauvais choix ont été pris.

Ce n'est pas tout. Nous subissons aussi les conséquences aujourd'hui des décisions parfois idéologiques qui ont pu être prises pour supprimer la police de proximité, les élus locaux le savent bien, qui, au quotidien, ont décidé d'avoir des forces de police dans les quartiers, là où les choses sont difficiles, avec d'autres formes d'intervention. J'entends encore des voix nous expliquer que la police a autre chose à faire que jouer au football avec les plus jeunes. Il n'en demeure pas moins que cette police de proximité, qui avait été proposée et mise en place par Jean-Pierre Chevènement, elle n'était ni une utopie laxiste, ni un gadget de communication, et quel que soit le nom qu'on lui redonnera, il faudra absolument remettre à l'ordre du jour une organisation policière au plus près de nos concitoyens. Alors, bien sûr, il faudra tenir compte du contexte nouveau, le niveau de violence et de délinquance dans certains quartiers est bien plus élevé qu'il y a vingt ans, et surtout, il faudra veiller à ce que l'articulation entre police et justice soit plus efficace, parce que ce chantier-là, il est encore devant nous, c'est un chantier de moyens plutôt que de réformes ou de droits, il a été souvent ouvert, mais il est déterminant.

Cette nouvelle police de proximité, il faudra lui laisser du temps, la maintenir de façon durable, lui donner des moyens humains et financiers, et il faudra lui permettre de créer avec les Français un lien de confiance. Ce n'est pas faire preuve de faiblesse, c'est simplement faire preuve d'intelligence.

Parce que des policiers, et d'ailleurs aussi des gendarmes, ainsi employés, ce sont des fonctionnaires qui développent une connaissance renforcée de leur territoire, qui ont le temps de collecter l'information nécessaire, et qui, le cas échéant, sont en mesure d'identifier en amont les individus les plus dangereux, celles et ceux qui sont en voie de radicalisation. Je souhaite donc que dans notre plan de transformation, nous puissions avoir des mesures fortes en ce sens, parce que ce chantier est un chantier absolument décisif pour le pays. La société de vigilance, enfin, c'est la société qui assume que l'Etat n'est plus l'unique acteur de la sécurité. Chacune et chacun a un rôle à jouer pour identifier la menace. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut soudain privatiser la sécurité, je veux tout de suite vous rassurer. Je dis qu'en complémentarité du travail de nos forces de l'ordre, les associations qui accueillent des jeunes, les professeurs qui accompagnent des étudiants en sortie scolaire, des chefs d'entreprise qui organisent des séminaires, tous, nous devons être plus vigilants. Tous, nous devons nous former aux gestes de premiers secours, nous devons nous former pour apprendre à réagir, pour prendre nos précautions, pour assurer la sécurité de notre entourage, pour apprendre les gestes de premiers secours, pour savoir comment alerter les autres et les forces de police, pour avoir les réflexes quand les choses tournent mal, oui, toutes ces choses extrêmement concrètes, elles sont absolument fondamentales dans la société où nous sommes, parce que cette société a changé.

Et donc ce contexte, il impose que nous agissions aussi, que nous soyons les propres acteurs, collectivement, de notre sécurité.

La deuxième priorité, c'est de faire en sorte que les Français choisissent leur vie professionnelle. Qu'ils la choisissent plutôt qu'ils ne la subissent, bien trop souvent. Le travail, c'est la bataille la plus importante, parce que dans nos sociétés, quand on a l'âge de travailler, c'est le travail qui permet de vivre. Le travail, il est au cœur de nos sociétés. Parce que c'est ce qui nous permet d'éduquer nos enfants, de profiter de l'existence, d'apprendre, mais c'est aussi le travail qui permet de vraiment choisir sa vie, de sortir de sa condition, d'avoir une reconnaissance, une place dans la société, on en parlait aussi tout à l'heure ensemble, d'avoir une vie sociale, des liens. Le travail, je refuse d'entendre ces paroles tenues trop souvent dans le débat public, ce n'est pas une souffrance, le travail, et ça ne doit pas l'être. Le travail, ce n'est pas non plus une donnée indéterminée dans laquelle on doit plonger certains, une simple fonction d'utilité dont on devrait parler de manière abstraite. Le travail, c'est ce qui nous tient ensemble, le travail, c'est ce qui fait notre société. C'est ce qui fait notre émancipation individuelle et collective. Alors, oui, comme je vous le disais, notre travail est en train de changer de manière radicale. Et pour en parler, pour agir efficacement, nous ne devons pas rester empêtrés dans nos débats de près de vingt ans. Parce que le débat sur les 35 heures, il a 17 ans, figurez-vous. 17 ans. Qu'on en parle encore chaque jour comme si le vrai sujet était là, j'ai du mal à le suivre... Comme si les 35 heures étaient la source de tous les maux ou comme si la suppression des 35 heures, que d'ailleurs certains n'ont pas supprimées quand ils ont eu l'occasion de le faire, serait la solution à tout, j'ai du mal aussi à le comprendre. Non, comme je vous le disais il y a un instant, nous avons dépassé ce stade. Arrêtons cette hypocrisie. Comment être réellement efficace, comment repenser notre modèle pour permettre à chacune et chacun de trouver sa place, de choisir sa vie au travail ? Parce que ceux qui s'affrontent bien souvent sur les sujets que j'évoquais, bien souvent, n'ont pas eux-mêmes travaillé dans une entreprise. Et donc, nous n'avons pas besoin de débat idéologique sur le travail, nous avons depuis trente ans profondément échoué. Et cet échec, il dit une chose, la nécessité qui est la nôtre de regarder comment certains de nos voisins européens ont réussi, parce que force est de constater que nous sommes parmi les moins bons élèves depuis trente ans et de nous assurer en même temps qu'il n'y a aucune fatalité à cela. Et je ne veux pas me résoudre à cette fatalité, dans laquelle on voudrait nous cantonner, qui consisterait à dire : au fond, vous devez choisir, être efficace en donnant moins de droits aux gens, avoir un système qui fonctionne, mais dans l'insécurité, ou bien préserver un statu quo qui est d'ores et déjà injuste. C'est un débat perdant-perdant dans lequel nous nous sommes collectivement installés. La solution au chômage d'aujourd'hui, ce n'est pas la suppression des droits des travailleurs. De la même façon, la réponse au chômage d'aujourd'hui, ce n'est pas la préservation de notre modèle qui produit 10% de chômage, 25% de chômage des jeunes, 50% dans certains quartiers difficiles.

Le premier sujet, c'est évidemment l'absence de croissance. Mais pensons-nous vraiment que nous pouvons seulement compter sur une relance pour endiguer le chômage ? J'aurai l'occasion d'y revenir, oui, mais vous savez, une vraie politique de relance, c'est une politique responsable, européenne, qui se mène à travers le couple franco-allemand, et qui suppose que chaque matin la France n'inquiète pas son partenaire en proposant tout et n'importe quoi et en lui donnant le sentiment qu'elle ravive des débats d'il y a vingt ans.

Alors, oui, la croissance avant tout. Mais il y a des causes bien plus profondes qui expliquent notre taux incompressible de chômage. La première, c'est notre modèle social lui-même et son financement, qu'on appelle ça charges sociales ou cotisations sociales selon les sensibilités, c'est que l'essentiel de notre modèle, l'essentiel du financement de notre protection repose sur le travail. Le travail des salariés, mais aussi le travail des indépendants. Or, aujourd'hui, compte tenu des changements du monde, compte tenu de cette concurrence internationale qui nous est faite, compte tenu du fait aussi que certains professionnels ne bénéficient pas de cette croissance mondiale, je pense aux artisans, aux commerçants, leur demander sur une assiette de plus en plus étroite, d'être encore le cœur du financement de notre modèle social, c'est les condamner à l'échec. C'est nous condamner collectivement à l'échec. Parce que, au fond, à travers ce mode de financement, nous pénalisons bien souvent les moins qualifiés, les plus jeunes, les plus fragiles, ceux qui n'ont pas accès à la croissance mondiale, ceux qui sont dans le travail indépendant, et nous n'avons pas, ce faisant, adapté le financement de notre modèle social à la réalité économique de notre pays.

Je reviendrai sur ce point la semaine prochaine à Montpellier quand je vous parlerai de la vie en commun, et de tout ce que cela emporte. Mais oui, si nous voulons résoudre le problème du chômage en France, nous devons repenser le financement de notre modèle social.

La deuxième cause du chômage français, ce sont les normes. Elles sont trop rigides, elles sont trop nombreuses, elles sont trop instables. Jean-Claude Boulard n'est pas simplement le sénateur-maire du Mans, il est aussi l'auteur d'un rapport sénatorial qui a fait date sur ce sujet, dénonçant cette incontinence normative, et il a raison, parce que c'est ce qui déstabilise chaque jour les professionnels, les travailleurs, les entreprises, et à vouloir changer la norme à chaque instant, on crée une instabilité, et alors même que bien souvent, ces normes sont conçues pour protéger les plus faibles, en réalité, elles ne servent que les plus forts, que celles et ceux qui sont déjà installés dans la société, dans l'entreprise, que celles et ceux qui ont déjà compris le système, ou qui sont suffisamment solides pour pouvoir procéder à tous les changements et à toutes les adaptations. Oui, quand on parle justement de normes, on parle de ce qui a trop souvent dans notre pays, ces dernières années, recréé une forme de ségrégation au sein de notre société, et en particulier au sein du marché du travail. Parce que ces normes, que nous pensons collectivement comme des boucliers, avec les meilleures intentions du monde, eh bien en fait, ce bouclier, des murailles. C'est-à-dire qu'elles rendent encore plus difficiles l'accès à l'emploi stable, à l'emploi normal pour celles et ceux qui sont les plus fragiles.

Voilà pourquoi il faut encore simplifier drastiquement de nombreux secteurs d'activité de notre économie, mais en particulier notre droit du travail. Voilà pourquoi il faut continuer de lever les verrous à l'embauche et donner de la visibilité, de la stabilité au chef d'entreprise. C'est pour cela que je me suis battu sur les Prud'hommes, et que je continuerai, je vous rassure, de le faire, avec un esprit de justice et d'efficacité. Les parlementaires qui sont là et qui nous accompagnent ce soir s'en souviennent, qui ont participé à cette bataille. Lorsqu'on a des procédures qui durent trop longtemps, qui sont trop complexes, 27 mois en moyenne jusqu'à cette réforme, avec une variation qui peut passer du simple au quintuple dans les dommages et intérêts qui peuvent être perçus. Qui on pénalise ? Pas la grande entreprise qui peut tout à fait attendre, et dont le dirigeant ne sait bien souvent pas qu'il est même aux Prud'hommes. Pas le cadre supérieur, qui a retrouvé un emploi, qui ne sait pas combien de dommages et intérêts il pourra trouver. Les victimes de ce système, de sa complexité, pensé de manière théorique avec

les meilleures intentions du monde, c'est le salarié peu formé qui a perdu son emploi et qui attend pendant des mois, parfois des années, d'aller au bout de la procédure pour pouvoir toucher ses dommages et intérêts, c'est le petit patron qui n'avait parfois qu'un ou deux salariés, et qui, attendant la sanction, ayant parfois eu une condamnation en première instance dans des proportions invraisemblables, vous dit, urbi et orbi : je n'embaucherai plus jamais, parce que je ne comprends pas comment ça marche, et ce n'est que de l'insécurité.

Et donc la visibilité, la stabilité, c'est en même temps ce qui rend le système plus efficace et plus juste. Alors, oui, il y a toujours des excès, il y a des gens qui se comportent mal, il y a des gens qui essaient de déroger au droit. Mais on ne peut pas penser notre organisation collective d'en haut en considérant qu'on doit traquer en quelque sorte tous les délinquants. Il faut faire vivre le droit sur le terrain. Et c'est aussi pour ça que je crois profondément à cette idée qui consiste à renforcer la négociation dans la branche et dans l'entreprise pour ce qui relève du droit du travail.

Et ce dans tous les domaines. Parce qu'elle est le bon moyen de prendre la bonne décision au bon endroit. La loi doit définir le minimum commun pour tous, fixer les règles, définir un cadre. Mais enfin, considérons-nous que dans l'entreprise, les syndicats qui représentent les salariés, ceux qui représentent les employeurs, ne sont pas capables de trouver les bons compromis ? Et d'ailleurs, quand on regarde sur le terrain, bien souvent, les syndicats qui sont dans l'entreprise ou dans la branche, ne sont-ils pas ceux qui signent les accords, qui trouvent les bons compromis, là où leur confédération avait tout bloqué sur le principe lui-même ?

Et donc cette confiance dans la société, dans l'intelligence de la société, dans le dialogue social, c'est aussi ce qui permettra d'avoir des syndicats plus forts, dans l'entreprise, dans la branche, d'avoir une vitalité de ce dialogue social, un contenu. Et donc oui, dans le monde où nous vivons, la loi pour ce qui est du marché du travail, la loi pour tout, dans tous les cas, ce n'est plus la bonne norme, la loi pour tout dans tous les cas, ce n'est pas ce qui protège le mieux, le plus faible, le moins qualifié, c'est la capacité à donner un cadre à cette négociation qui pourra justement trouver les bons accords, c'est cela la bonne solution. Alors j'entends l'argument de certains qui me disent : vous allez créer autant de droits du travail que d'entreprises, ou que de branches. Mais enfin, dans quelle société vit-on ? Est-ce qu'aujourd'hui, celui qui a un CDD, qui est en intérim à répétition chez un sous-traitant de grande entreprise publique, qui travaille tous les jours à côté d'un salarié sous statut, qui travaille à côté de quelqu'un qui a un contrat à durée indéterminée dans une grande entreprise ou un fonctionnaire, qui va faire la même tâche, il est dans une situation juste ? Le premier, il est voué à l'incertitude quotidienne, il n'a pas accès au crédit, il n'a pas accès à l'achat d'une voiture, il ne peut pas avoir accès à une vie familiale normale. Parce que c'est ça le système dans lequel on vit, dans toute son hypocrisie. Alors qu'il va faire au quotidien le même travail que l'autre, la même tâche, prendre le même type de risque. Donc cessons cette hypocrisie, qui a recréé des statuts, des rigidités, qui a recréé des séparations, parce qu'on n'est pas fichus dans une entreprise, dans un secteur, de dire qu'on va trouver les bons équilibres. Parce que, oui, il faut le dire, il y a des secteurs d'activité où il faut travailler 35 heures, il y a des entreprises où même parfois il faut travailler moins, où c'est bon pour l'emploi, où c'est bon pour la compétitivité, où ça préserve de l'emploi, et puis il y en a d'autres où il faut travailler beaucoup plus, parce que les salariés y sont prêts, parce que le secteur d'activité l'exige, parce qu'on a besoin de faire face à des

commandes. Sortons de cette espèce de myopie hypocrite dans laquelle nous sommes collectivement plongés et ayons enfin les vrais débats.

Parce que sinon, qu'est-ce que nous construisons ? Une société de statuts, une société avec des protections qui sont bien établies pour celles et ceux qui sont bien en place, mais cette société-là, elle construit des états de fait, elle empêche la mobilité, mais elle construit surtout une économie de rigidités, qui ne permet pas de faire face à nos défis. Elle conduit donc dans le débat politique que nous avons chaque jour à ne plus chercher à aider les gens à réussir, à prendre parfois leurs risques, et donc à protéger les individus, mais à protéger les emplois, parce que ça fait si peur de perdre son emploi qu'on vient à tout prix protéger les emplois en place, protéger les entreprises en place, en promettant tout et n'importe quoi, parce qu'on veut en fait promettre au pays qu'on va le protéger du changement.

Et donc, oui, il y a parfois des secteurs d'activités qui sont voués à disparaître, des emplois qui vont devoir changer. Mais pour ce faire, il faut avant tout protéger les personnes qui occupent ces emplois, leur donner des perspectives de mobilité, permettre à plus de rentrer dans le marché du travail, grâce justement à cette lisibilité, à cette visibilité, à cette révision des normes que j'évoquais, et en même temps les accompagner avec des sécurités, des protections individuelles, et une visibilité complète sur celles-ci, au fond il faut vraiment protéger les individus pour leur permettre de prendre les risques qu'ils ont besoin de prendre à chaque moment important de la vie.

Et donc redonner de la capacité de négociation dans l'entreprise, ça suppose d'avoir des syndicats plus forts, et donc nous devons travailler sur ce sujet et faire des propositions concrètes, on a besoin de plus de syndicalisme dans l'entreprise, et dans la branche, on a besoin d'avoir plus d'adhésion syndicale, de construire ensemble du compromis. La liberté décidera, parce que ce sera sur le terrain, parce que si vous montrez qu'il y a une réalité, une efficacité, justement, du fait syndical, et il y en a dans l'entreprise, dans la branche, et bien ce seront les meilleurs qui gagneront les élections, ce seront les meilleurs, justement, qui auront le plus d'adhérents, et ce ne seront pas des compromis approximatifs qui sont construits au niveau national qui construiront cela.

Mais en même temps, si on veut construire les vraies protections pour les individus, on doit aussi leur redonner des droits, et des vrais droits. Et je veux qu'on regarde cela ensemble, qu'on puisse avancer sur ces pistes. Dans le domaine de l'UNEDIC, nous pourrions déconnecter les droits de l'assurance chômage, à la détention du poste occupé, et également au fait même de devoir être licencié. Nous avons un système, au fond, qui n'a pas pensé une évolution, c'est que les gens veulent aussi pouvoir choisir. Aujourd'hui, nous avons créé un système très hypocrite où la première cause de rupture, c'est une rupture conventionnelle avec l'employeur. Puis il y a, comme vous le savez, le licenciement individuel ou collectif. Mais dans une société du choix, nous devons aussi réfléchir à la possibilité qui pourrait être offerte aux individus qui décident de changer d'entreprise, de changer de secteur d'activité, d'avoir sous certaines conditions ces droits pour pouvoir se réorienter dans la vie, pour pouvoir eux aussi choisir, pour être réarmés différemment dans ce dialogue dans l'entreprise. Et donc on doit aussi réfléchir ensemble à redonner des choix, des opportunités. Mais au cœur de cette bataille, il y a la source du troisième blocage français en matière de chômage, c'est le problème de la formation professionnelle. Parce que c'est là que réside bien souvent aussi, en quelque sorte, la

marque de notre échec. En France, on dépense chaque année plus de 30 milliards d'euros pour la formation professionnelle. Et pourtant, là encore, ce sont les plus fragiles qui ont le plus de difficultés à se former, ce sont ceux qui ont le besoin de plus de mobilité qui ont le plus de difficulté à y avoir accès. Quand vous êtes salarié, bien formé, dans un grand groupe, vous avez accès à la formation professionnelle, bien souvent d'ailleurs à celle que vous ne demandez pas, on l'a tous vécu. Ce débat absolument surréaliste où le chef d'entreprise va voir son salarié en disant : il faut que je dépense en matière de formation, l'anglais, vous êtes bon, l'anglais, c'est le meilleur des cas, et je n'irai pas, par pudeur détailler les circonstances devant lesquelles on peut se retrouver. Mais quand vous êtes en situation d'intérim ou de CDD, allez trouver quelqu'un qui vous propose de la formation professionnelle, allez avoir accès à notre système de formation professionnelle français. Vous n'êtes pas formé et vous n'avez quasiment pas le droit d'avoir accès à une formation tout au long de votre vie. Et la faute, elle est à un système trop complexe, où il faut s'adresser tantôt aux partenaires sociaux, tantôt aux régions, tantôt à Pôle emploi, tantôt au CFA, pour obtenir le financement de la formation. Il y a un travail extraordinaire qui est fait sur le terrain par les acteurs de la formation. Cher Patrick, on y était encore ensemble il y a quelques semaines. Mais nous avons une organisation collective qui est devenue extraordinairement complexe, aux responsabilités totalement éclatées, qui n'est pas intelligible pour le Français normal, l'entreprise normale, et surtout qui, du coup, est réservée à celles et ceux qui en ont le moins besoin, qui sont déjà le plus protégés, c'est cela le paradoxe de notre système. Donc oui, si nous voulons donner plus de droits aux individus, nous devons simplifier les démarches qui permettent d'accéder à la formation professionnelle.

Nous devons rendre ce système plus transparent, et j'insiste là-dessus, c'est fondamental, plus transparent pour les travailleurs qui veulent avoir accès justement aux offres qui sont possibles, plus transparent pour les employeurs qui veulent pouvoir y envoyer leurs salariés, mais plus transparent en général sur les performances de ce système. Imaginez une seule seconde, nous dépensons plus de 30 milliards d'euros sur la formation professionnelle et la formation continue. Il n'y a pas un vrai système d'évaluation des formations qui sont données. Vous êtes plongé dans un maquis, vous ne savez pas quelle formation vous devez faire pour aller vers tel ou tel emploi qui pourrait être une perspective,

mais surtout à aucun moment vous ne savez si la formation qu'on vous a prescrite ou si la formation que vous avez choisie, elle est efficace, elle a un résultat. Si l'année d'après ou l'année d'avant, elle a permis de donner des emplois à tant de vos concitoyens. Vous n'avez pas cette transparence minimale, à l'heure d'Internet, à l'heure du numérique, c'est inacceptable.

C'est inacceptable, parce qu'au fond, nous avons accepté que ce système de formation continue soit capturé par les décideurs publics, par les organisations politiques et syndicales, et que nous n'avons pas voulu le faire fonctionner de manière efficace et transparente. Et il y a partout, chez les partenaires sociaux, chez les professionnels de terrain, chez celles et ceux qui prodiguent ces offres, une volonté de bien faire, mais concrètement, ce que nous devons faire, c'est redonner les clefs aux acteurs de la formation. C'est recentrer les partenaires sociaux, moins sur la gestion du système que sur le conseil aux entreprises, et l'accompagnement aux travailleurs. C'est une révolution en profondeur, ce dont je vous parle. C'est une bataille qui sera sans doute l'une des plus importantes que nous avons à conduire. Je ne mésestime pas la difficulté qui sera la nôtre, mais il ne s'agit pas de dire : c'est la faute à celui-ci, c'est la faute à celle-là. Il s'agit, de manière transparente, de proposer une voie de passage où tout le monde se

retrouvera, où on proposera à celles et ceux qui, aujourd'hui, vivent parfois de ces dysfonctionnements, d'aller vers une organisation collective qui marche mieux pour tous, avec d'autres financements, mais en ayant construit une véritable transparence, une véritable efficacité pour répondre à ce besoin qui est le nôtre de répondre à l'injustice qu'on voit partout aujourd'hui dans notre marché du travail.

La troisième priorité, c'est de faire en sorte que les Français choisissent leur mobilité plutôt que de la subir. Et là, je veux être clair, on parle de logement, on parle de transport, on parle du quotidien très concret de nos concitoyens. En matière de logement, une fois de plus, on a pensé qu'on pourrait tout régler avec de grandes réponses uniques, on a lancé de grands objectifs nationaux, on a promis des centaines de milliers de logements supplémentaires chaque année. Ce n'est pas de cela dont nous avons besoin. On a besoin de beaucoup plus d'efforts dans les zones tendues, d'une réponse beaucoup plus massive et beaucoup plus rapide dans ces zones, et d'un traitement beaucoup plus normalisé dans les zones qui ne le demandent pas. Et on a besoin aussi d'avoir infiniment plus de cohérence, parce qu'on ne peut pas avoir des objectifs de construction massifs de logements en particulier là où il le faut, en particulier dans ces métropoles, et en même temps accumuler les normes nouvelles dans tous les domaines. Ce n'est pas possible. Et ces objectifs, concrètement, on ne s'est pas donné les moyens de les atteindre, que ce soit en réforme de procédures, que ce en droit de l'urbanisme. Donc il faut des priorités claires, il faut une approche qui soit différenciée selon les enjeux du territoire. Soit la priorité absolue, c'est de construire plus de logements dans les zones tendues où ils sont nécessaires, soit notre volonté c'est d'accroître la réglementation dans tous les genres, mais on ne peut pas faire les deux ensemble, sinon, on échouera sur les deux plans. Et je vais être très clair avec vous, moi, je choisis la première option. Je veux que nous favorisions la mobilité, en faisant tout pour construire dans les zones tendues. Et je fais exprès de parler ici de mobilité, géographique et sociale, parce que cette économie, cette société contemporaine, elle renforce la métropolisation, elle fait qu'on va se concentrer dans les zones les plus urbaines, elle fait aussi qu'on a de plus en plus dans les politiques sociales des contingents préfectoraux, qui sont fléchés dans les mêmes quartiers, qui sont parfois dans ces mêmes zones tendues. Et donc vous ne pouvez plus créer de vraie mobilité géographique et sociale pour des millions de nos concitoyens parce que vous n'avez pas de véritable offre de logement. C'est ça la réalité. Parce que si vous n'accroissez pas l'offre de logement, vous avez nos concitoyens qui ont réussi à rentrer dans le logement social, parfois après avoir attendu de nombreuses années, mais tous les nouveaux arrivants, les plus jeunes, les moins qualifiés, qui n'ont trouvé un emploi que dans la métropole, ils arrivent et ils ne peuvent pas se loger. Pourquoi ? Parce que dans ces espaces, vous avez souvent 80 à 90% de la population qui est éligible au logement social, c'est ça la réalité, et pour qui le passage dans ce qu'on appelle le logement libre est impossible, parce qu'il est déjà beaucoup trop cher. Donc, oui, il faut l'assumer, si nous voulons avoir une vraie politique de mobilité, une vraie politique de logement, il faut avoir dans les zones tendues, une vraie politique de l'offre, une vraie politique de la construction.

Et donc il faut créer dans ces espaces une détermination sans faille pour libérer le foncier, en particulier le foncier public, pour raccourcir les procédures, pour revenir sur le droit commun en termes de recours, pour encadrer les acteurs bien davantage qu'on ne le fait, qu'ils soient publics ou privés, pour se donner des objectifs de résultats, parce que c'est la condition pour que nos concitoyens puissent vivre normalement et c'est la condition pour pouvoir construire véritablement de la mobilité et de la mixité sociale.

Parce que bien souvent, nous n'avons répondu à ces problèmes qu'en ayant, là encore, une politique de dépense publique, en expliquant aux gens qu'au fond, c'était très difficile, mais qu'on allait leur donner des aides, qu'on allait leur donner des compléments, sans pour autant construire davantage de logements. C'est ça qui ne fonctionne plus. Et dans le même temps, on a fait croire aux Français qu'on favoriserait leur mobilité, en maillant le territoire avec des grandes infrastructures. Nous avons eu une politique de grandes infrastructures, elle a construit des métropoles, des agglomérations, des grandes villes de province, elle a structuré notre territoire. Mais je constate avec vous, sur les dix dernières années, nous avons répété les promesses de grandes infrastructures, il y a eu des rapports formidables, des grands engagements, qui proposaient, rappelez-vous, il y a six ans de cela, plus de 300 milliards d'investissement public pour construire presque partout des grandes autoroutes, des TGV, des gares, des aéroports de province et tutti quanti. Rien ne s'est fait. Pourquoi ? Parce qu'à la fin, qui finance ? Nous. Parce que à la fin, personne ne veut décider des impôts, parce qu'à la fin je crois que m'être souvenu que nous n'avons pas décidé de faire l'écotaxe, parce que je n'ai pas non plus entendu le peuple français s'enthousiasmer à l'idée d'augmenter, qui les tarifs d'usage, qui les impôts. Soyons conséquents. Regardons les choses aussi en termes adultes, nous savons les infrastructures prioritaires, il y en a quelques-unes, et donc il faut avancer de manière lisible, visible, sur une stratégie décennale. Mais en même temps, notre mobilité au quotidien, dans les territoires les plus enclavés, dans les territoires les plus ruraux, où la mobilité est un enjeu essentiel, pour le travail, pour la vie normale, la vie familiale, la vie culturelle, nous avons besoin d'avoir une vraie réponse, mais pas celle des grandes infrastructures, une réponse qui corresponde à cette mobilité du quotidien : pouvoir aller à l'école, pouvoir aller au travail, pouvoir mener au fond cette vie normale, c'est-à-dire véritablement résoudre cette mobilité du quotidien en se lançant dans la construction d'infrastructures adaptées. En proposant des solutions de proximité, des solutions adaptées à chaque territoire. J'étais il y a quelques semaines dans le Cantal, dans une zone totalement enclavée, qui se trouvait à plus d'une heure trente de la première autoroute. Franchement, l'enjeu, c'est dans ces territoires de pouvoir se déplacer pour rejoindre la zone d'emploi la plus proche, pour être sûr qu'on aura le médecin, la clinique, le centre hospitalier de proximité qui pourra être maintenu ou installé là, l'école, c'est d'avoir à quelques kilomètres, au fond, du lieu où l'on vit les infrastructures pour faire le plein d'essence, pour prendre le train régional qui nous conduira vers la ville la plus proche, c'est de pouvoir accéder à une gare autoroutière en quelques minutes. Alors, je veux bien qu'on promette tout et n'importe quoi, mais c'est déjà d'avoir une politique concrète et priorisée pour répondre à ces solutions concrètes, attendues, des zones les plus rurales et les plus enclavées, c'est cela la priorité que l'on doit travailler ensemble.

La quatrième priorité, c'est l'éducation. Depuis des décennies, maintenant, nous avons multiplié les réformes, on le sait bien. Les unes s'enchaînant aux autres. Je ne suis pas persuadé que les élèves soient mieux formés ou plus heureux, que les parents soient moins angoissés et que les enseignants aient le sentiment d'être mieux reconnus ou enfin considérés, devrais-je dire. Je ne le crois pas. Au fond, c'est une organisation de l'école et un comportement différent à l'égard des savoirs qu'il faut inventer. Un comportement qui solidifie un socle de compétences fondamental, qui reconnaît différents talents, et qui valorise en même temps certaines aptitudes, qui permet ainsi à chacun de trouver la voie qui lui correspond. Et là aussi regardons les choses telles qu'elles sont. Où sont nos échecs ? Le premier, il est au primaire. Nous avons aujourd'hui encore un enfant sur cinq qui arrive en classe de CM2, qui ne sait pas lire, écrire, compter. Je vous le dis, la société du choix dont je vous parle, c'est une fiction pour cet enfant-là. On l'a

déjà trahi, on l'a déjà condamné, on va le plonger dans le collège unique où il ira se noyer, où après des années, il retrouvera peut-être une main tendue, ou il arrivera à retrouver un destin, et peut-être une voie professionnelle ou que sais-je, où il se retrouvera. Mais un système qui produit encore cela, c'est un système qui, dès le début, n'offre plus de choix. Et donc pour ces jeunes Français, on le voit bien, l'investissement fondamental que nous devons faire, c'est celui de reconstruire ce socle de compétences, cette base fondamentale qui est la condition pour pouvoir ensuite choisir, s'émanciper, aller vers d'autres secteurs. C'est une nécessité absolue.

Et donc oui, il faut là un enseignement qui peut-être plus individualisé, oui il faut mieux identifier dès les plus petits âges parfois les pathologies qui empêchent d'apprendre et qui aujourd'hui sont totalement mésestimées ou qui ne sont pas identifiées. Oui, pour certains élèves, il faut avoir une approche parfois plus individualisée, oui il faut évaluer les compétences à cet âge pour pouvoir répondre de manière concrète individualisée, parce que c'est la pire des injustices de laisser un enfant sur cinq sortir de CM2 sans savoir lire, écrire et compter.

Et sur ce sujet-là, nous ne pouvons pas avoir une réponse unique et uniformisée. Parce que les situations sont profondément différentes. J'ai rencontré il y a quelques semaines une directrice d'école de Calais, qui m'expliquait son quotidien, dans une classe élémentaire où la quasi-totalité des enfants sont les enfants de femmes et d'hommes qui n'ont jamais travaillé, où ce sont les enfants qui mettent le réveil le matin pour aller en classe, et donc où en effet le quotidien de l'école et de la performance scolaire, comme on dit, ça ne peut pas être celui d'une école de centre-ville dans une agglomération urbaine ou d'un beau quartier parisien. Et donc oui, pour avoir une politique efficace, pour pouvoir répondre à la réalité du terrain, il faut donner aussi plus d'autonomie aux professionnels, plus d'autonomie aux enseignants, plus d'autonomie aux directeurs et directrices d'école, pour pouvoir là aussi décider, dans le cadre de la loi, dans un esprit d'équité, mais pour pouvoir décider de manière pragmatique et sur le terrain ce qui permet de répondre aux difficultés des enfants, et donc d'avancer.

Ensuite, le rôle de l'école ne peut plus être le même, à l'époque d'Internet, où on le sait bien nos enfants aujourd'hui savent évoluer eux-mêmes au milieu de savoirs de plus en plus différents, au moment où ce dont notre société a besoin, c'est d'individus adaptables, de talents très différents, où peut-être une majorité des métiers vers lesquels nos enfants iront, nous ne les connaissons pas aujourd'hui. On ne peut pas avoir un enseignement qui reste aussi magistral, un enseignement qui en collège et lycée continue à être au fond aussi univoque. L'école doit aussi devenir le lieu où on apprend à apprendre, où on apprend à travailler en équipe, un lieu où les pratiques sont différentes, où on confie aux enseignants, aux directeurs d'établissements, au-delà des responsabilités que j'évoquais il y a un instant, la mission d'innover, parce que nos enseignants le voient ce que je suis en train de dire, à l'époque d'Internet et du téléphone portable. Et allons au bout de la logique. Est-ce qu'on est aujourd'hui à l'égalité sur l'apprentissage, selon qu'on vient d'un milieu favorisé ou pas ? Clairement, non. Et donc la principale inégalité scolaire, aujourd'hui, elle se joue à la maison, elle ne se joue déjà plus à l'école. Entre ceux qui ont des parents pour accompagner et ceux qui ne sont pas incités à travailler une fois qu'ils sont sortis de l'école. Et donc au-delà d'un changement des pratiques pédagogiques, il faut aussi collectivement nous organiser pour maximiser le temps de l'école et augmenter le temps pédagogique, celui par lequel on répare les inégalités de départ et les inégalités familiales. Voilà pourquoi il faut repenser le métier, le beau métier de la transmission.

Parce qu'il n'y a pas d'innovation, parce qu'il n'y a pas de création, s'il n'y a pas d'abord eu ce temps essentiel de la transmission.

Parce que vous savez dans les héros républicains dont il faut restaurer le rôle et la dignité, il y a les enseignants, il y a les professeurs, il y a celles et ceux qui ont pour mission d'apprendre, de faire grandir, d'éduquer. Parce que quand on ne considère pas à sa juste mesure celles et ceux qui font ce métier, quand on ne les met pas en situation suffisante de responsabilité, alors on construit une société malheureuse, alors on construit une société qui de toute façon ne pourra pas innover parce qu'on n'aura pas bien transmis.

Et enfin, l'autre grande inégalité, sur laquelle nous devons aussi avancer, travailler, proposer, c'est celle de l'entrée à l'université. Parce que nous avons réussi la massification de l'accès au baccalauréat. On a accompagné plus de 80% des Français au bac, on est à 86% aujourd'hui. C'était le défi fixé il y a un peu plus de trente ans.

Mais avons-nous pour autant réussi l'arrivée de tous ces jeunes à l'université? Non, parce que d'autres inégalités se jouent à ce moment-là, les inégalités en termes d'orientation, en termes de sélection. Et oui, nous avons un chantier extraordinaire à ouvrir, celui qui consiste justement à accompagner les jeunes dans cette vie d'après le baccalauréat, celle où chaque année nous perdons 150 000 jeunes qui ne trouvent ni formation ni emploi, parce que nous avons encore trop de jeunes qui vont vers des formations universitaires dont ils ne connaissent pas le débouché, qui ne savent pas qu'ils pourraient aller vers une formation professionnalisante, un apprentissage qui leur donnerait un emploi, et qu'on a dévalorisé. Parce que nous n'avons pas culturellement investi sur l'orientation, sur l'explication, sur la transparence de certaines filières et sur une organisation différente du premier cycle universitaire en particulier. De tout cela j'ai parlé il y a quelques semaines avec les présidents d'université, et sur tout cela, nous devons continuer à avancer.

La cinquième et dernière priorité qui doit être la nôtre, dans la vie quotidienne de nos concitoyens, c'est de faire en sorte que les Français deviennent maîtres de leur santé. Nous voulons un système de santé qui nous empêche de tomber malade plutôt qu'un système de santé qui nous soigne bien, tout simplement. Nous voulons mieux prévenir. Et là aussi, comme je vous le disais, nous devons en profondeur repenser les choses. En matière de santé, est-ce que le sujet, c'est d'opposer le système hospitalier et la médecine de ville? Je ne crois pas. Est-ce que en matière de santé, la préoccupation majeure pour tous, c'est uniquement une affaire de milliards de déficit de la sécurité sociale? Je ne le mésestime pas, mais ça n'est pas seulement cela. Est-ce que la clef pour nos concitoyens et les professionnels de santé, elle se joue autour de 2 ou 3 euros de plus pour une consultation? Non, je ne crois pas. Et une nouvelle fois, nous passons largement à côté des vrais problèmes. Le sujet fondamental, c'est de savoir comment on s'organise autrement ensemble pour que la prévention devienne le principal axe de notre politique de santé. Et c'est fondamental parce que c'est en même temps ainsi que nous réussirons à moins dépenser à terme, en matière de santé parce que notre défi, c'est le vieillissement et ce sont les maladies chroniques, et c'est là où la prévention est une réponse constructive et efficace. Comment on vieillit dans la dignité, comment on reste autonome le plus longtemps possible, comment on accompagne les maladies chroniques de la manière la plus adaptée? Comment on se bat pour éviter que 73 000 de nos concitoyens meurent chaque année à cause du tabac, que 50 000 autres décèdent à cause d'alcool? Tous ces sujets sont des

sujets fondamentaux mais où là aussi nous devons donner des responsabilités à la société, construire des responsabilités collectives. Je vous le dis, si ce soir je vous explique ce soir qu'il ne faut pas boire ou fumer, ça n'aura aucune portée. Je suis très lucide, pour comme vous avoir regardé beaucoup de spots télévisés ou de campagnes invitant à ce genre de choses. Mais le jour où dans un lycée, un de vos camarades ou votre enseignant vous dit la même chose, le jour où dans une université, on a réussi à construire la campagne de communication sur l'alcool, qui frappe les esprits, les choses sont différentes. Et là aussi ce que je veux vous faire toucher du doigt c'est que nous avons sur ce sujet-là un rôle collectif à jouer. Il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Nous avons des nouvelles politiques publiques à construire où chacune et chacun a un rôle à jouer pour être pleinement efficace. Et au-delà de ce sujet, si nous traitons les vrais défis, les vrais problèmes, dans l'organisation de notre système de santé, c'est d'abord d'avancer sur le décloisonnement et de ne pas opposer comme on le fait trop souvent l'hôpital et la médecine de ville. C'est ce que tous les professionnels de santé que j'ai pu rencontrer m'ont dit. J'étais il y a un peu plus d'une semaine à Sallanches, en Haute-Savoie, j'ai vu comment on maintient un hôpital de proximité dont la fermeture était quasiment inéluctable en faisant rentrer de la médecine de ville, des praticiens du privé, qui vont venir développer un service de néphrologie, avec aussi des pratiques à domicile et construire le continuum de soins entre l'hôpital et le soin à domicile.

Chacun arrête de travailler de son côté, et que demandent les nouveaux professionnels de santé ? Ecoutons-les. Ils ne veulent pas pratiquer la médecine comme leurs prédécesseurs, ils veulent être dans des maisons de santé, ils veulent là aussi qu'on reconnaisse leurs tâches différemment, faire moins d'administratif, faire parfois des tâches dont la qualification n'était pas forcément celle d'un médecin, ils veulent travailler avec d'autres médecins, ils veulent parfois travailler à proximité d'un service d'urgence. Et donc c'est ce continuum au plus près du terrain que nous avons à construire. Et là aussi, on le voit bien, décloisonner, responsabiliser sur le terrain, c'est cette révolution copernicienne qu'il faut faire. Parce qu'on ne va pas inventer cette politique de santé depuis Paris. Parce que ce sont les acteurs de terrain, l'hôpital, avec les professionnels de santé qui sont autour de lui, avec l'autorité régionale de santé qui vont réorganiser les choses, qui vont inventer, qui vont innover, expérimenter les solutions qui répondent aux défis en matière de santé de leurs concitoyens. Et donc oui, il faut décloisonner et responsabiliser. Et puis en même temps, il faut repenser les équilibres économiques de ce système. Est-ce que la prévention est bien valorisée, bien récompensée dans notre système de santé actuel ? Non, c'est très marginal dans la rémunération des médecins. Est-ce que la vraie bataille, elle est sur quelques euros de plus à la consultation ? Non. Elle est dans la transition que nous arriverons à faire d'une rémunération à l'acte à une rémunération qui permet de valoriser tout le travail que les médecins peuvent et doivent faire en termes de prévention, en termes de conseil, en termes d'accompagnement. Et vous le voyez là aussi, c'est ce travail en profondeur que nous devons réussir avec les professionnels de santé, avec nos concitoyens.

Enfin, il faut permettre aux acteurs d'innover. Nous avons en matière de santé des capacités d'innovation formidables, elles sont avant tout dans nos hôpitaux publics, dans nos laboratoires publics, dans nos entreprises. Nous les finançons dès le début, nous les accompagnons avec un crédit impôt recherche que tout le monde nous envie. Mais notre système est bien souvent rétif à les laisser se développer à l'air libre, dans la nature. Parce que nous gérons à l'année, parfois au semestre, nos dépenses de santé. Parce que, au fond, une innovation, parfois, crée un coût, elle va changer des comportements, elle va coûter au patient, coûter à l'organisation, et donc on la bloque. Or, à deux, trois ans, parfois même à moins, elle va permettre des

économies. Regardez la télémédecine, certains ont bloqué au début, considéraient que ça n'était pas la réponse. Mais en développant la télémédecine, vous réduisez massivement les frais de déplacement qui grèvent le budget de la sécurité sociale. Vous réduisez massivement des coûts induits qui aujourd'hui nous handicapent. Donc nous avons besoin de plus d'innovations, mais en même temps de se donner là aussi le temps, c'est-à-dire d'avoir une gestion sur plusieurs années de nos dépenses et de nos stratégies de santé et d'assurance maladie. Voilà, je suis désolé de ne pas donner des propositions ce soir.

Comme vous l'avez vu, nous ne sommes pas prêts, nous n'avons rien dans notre besace, les Français n'avaient pas grand-chose à nous dire, et nous essayons de bricoler.

Plus sérieusement, et je vous remercie à nouveau d'être là ce soir, et j'assume à Strasbourg ce diagnostic long qui a été porté par des voix, Mehdi, tu étais là la semaine dernière, beaucoup d'autres étaient à tes côtés, vous pouvez l'applaudir. Par des voix qui ne sont pas celles qu'on entend toujours ou qu'on voit toujours. C'était ce que nous devions à celles et ceux qui s'étaient investis. Et je vous devais aujourd'hui sur un sujet aussi important que la vie quotidienne, notre vie quotidienne, d'essayer d'expliquer, de rentrer dans l'épaisseur de nos vies, d'essayer de montrer qu'au fond, les caricatures, les propositions d'en haut, ça n'est plus la solution, parce que nous ne réussons pas en nous adaptant, parce que la politique des petits pas, elle est arrivée au bout de son chemin. Parce que les engagements de rupture, auxquels ont parfois succédé les engagements de changement, c'est ce qu'on entend depuis des décennies. Parce que nous ne réussons qu'en changeant profondément de logique, en changeant profondément de regard sur les choses, en permettant aux Français de choisir leur vie. C'est cela ce que nous allons faire. En considérant que certains, que ce soit des hommes ou des femmes, décideront de s'investir pleinement dans leur vie de famille, parce que c'est leur choix, que d'autres choisiront de miser sur le sport, sur la culture, que d'autres encore choisiront de monter une entreprise, de s'engager corps et âme dans nos services publics, qu'importe ces choix. Le tout, c'est que les Français puissent faire leurs choix, c'est de laisser les Français choisir, c'est accepter des parcours de vie différents, multiples, divers, libres. Au fond, ce que nous allons proposer à notre pays, ça n'est pas une société individualiste, parce que notre projet ne va pas sans une vie en commun, sans la vie ensemble, et c'est cela dont je parlerai à Montpellier et que j'ai déjà commencé à évoquer ce soir. Mais c'est pour faire émerger cette société nouvelle, cette société où il faudra redistribuer en profondeur les rôles de chacun. Ce sera une société où l'Etat garantira un socle, de manière plus rigoureuse, en matière de sécurité, en matière d'accès au travail, à la mobilité, à l'éducation, aux soins, parce qu'il n'y a pas de choix possible pour les Français si l'Etat ne garantit pas ce socle. Ce que les temps exigent, ce que nos concitoyens exigent, ce n'est pas une société individualiste, ce n'est pas la société égalitariste non plus, c'est la société du choix, de leur choix.

C'est cela la véritable réponse à la crainte de certains, à la peur de certains autres, au cynisme de celles et ceux qui veulent utiliser cette peur en parlant du déclassement, parce que, oui, la société du choix, c'est celle du choix pour chacune et chacun.

Alors nous ne la ferons pas émerger en un an grâce à une poignée de lois, ou grâce à plus de dépenses publiques. Nous la ferons émerger en prenant des décisions claires, maintenant, en les portant, en les présentant, en les assumant, et en assumant aussi devant les Français le fait que cela prendra du temps, le fait qu'ils en seront aussi les acteurs. Parce que ce seront ces choix

qui permettront de renouer avec la confiance. La confiance dans ceux qui font, qui agissent, qui innovent, la confiance dans notre avenir, la confiance dans notre pays, car il ne veut pas subir.

La confiance dans nos concitoyens, parce qu'ils veulent reprendre leur destin en main ! Dès à présent !

Et pour cela, j'ai confiance en vous, ce soir, qui êtes là, qui nous écoutez, qui nous regardez. Pour cela, vous pouvez avoir confiance en moi ! Parce que je m'engagerai à vos côtés et jusqu'au bout !

Pour cela, j'ai confiance en vous, parce que vous êtes la France !

Merci ! Merci à vous.